

## Consensus à soigner

Du spectacle, des débats animés, des affrontements vigoureux, des idées simples et claires au cœur des arènes, voilà ce qui fait recette aujourd'hui. Nous aimons le show, les résultats immédiats et la TV réalité. C'est un fait. Dans ce contexte, la démocratie directe et, corollaire obligé, le consensus paraissent bien ennuyeux. Et pourtant, ce système est diablement efficace. Il a grandement contribué à l'extraordinaire prospérité de notre pays.

Grâce lui, nous pouvons tous dire notre mot à tous les stades de la décision politique. Ce que les Français semblent découvrir aujourd'hui et qu'ils affublent du vocable pompeux de « débat citoyen », les Suisses le connaissent depuis plus d'un siècle.

Mais aujourd'hui le jeu se complique, car on veut faire comme nos voisins en jouant le système majorité-opposition sans abandonner le consensus. Le citoyen zappeur est de plus en plus versatile. Il élit le représentant d'un parti un jour, mais ne le suit plus dans les votations le lendemain. Lors des élections, il réclame des politiciens au verbe clair. Mais une loi passée en force par une majorité, sans respecter le processus de compromis inhérent à notre système, aura de la peine à trouver l'adhésion populaire. C'est un facteur de blocage supplémentaire et de frustration pour tous. De plus, en raison du temps nécessaire entre les premières discussions et le vote des citoyens, l'environnement peut changer complètement. En 5 ou 10 ans, on passe de la surchauffe au chômage, de finances saines à un endettement inquiétant, sans parler de la situation internationale, qui se modifie constamment. Durant le long processus de décision, l'opinion publique change aussi. Autre phénomène nouveau, la position des cantons, qui ne se sentant plus représentés par le Conseil des Etats, agissent par un nouveau canal, la Conférence des gouvernements cantonaux et les multiples conférences sectorielles dont le rôle institutionnel est mal défini. Aussi, lorsque la Suisse dégringole au classement de la compétitivité en raison de sa difficulté à s'adapter aux situations nouvelles, la question d'un autre système se pose sérieusement.

Mais un autre système, cela veut dire la fin de la démocratie directe. En effet, si on élit une majorité sur un programme, cela implique qu'ensuite on lui laisse faire ses preuves pendant une législature. Une sanction par référendum entraînerait un blocage complet, bien pire que celui que nous connaissons. C'est un débat à tenir, mais il ne semble pas que nous soyons prêts à faire un tel saut.

En revanche, nous serons bien obligés de trouver des forces de proposition, de tous bords, pour faire avancer notre pays. La polarisation en deux camps plus attachés à conserver les sacro saints acquis ou une Suisse mythique d'autrefois nous paralyse en faisant obstacle au jeu ouvert du consensus. L'opposition entre cantons et Confédération que l'on a connu dans la campagne sur le paquet fiscal ne nous conduira certainement pas à plus de prospérité. Les changements ne se feront pas en ne promettant que du sang et des larmes, mais en se battant – avec les cantons aussi - pour un projet, un avenir à construire, une prospérité à retrouver. Le compromis entre gens de conviction et de décision constitue certainement un bon instrument pour y parvenir.

**Chantal Balet Emery**